

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Marché CH26.15

TRAVAUX D'AGENCEMENT

**Cloisons légères et plaques de plâtre, plafonds suspendus, menuiseries bois
et blocs-portes**

**Ecole Nationale Supérieure d'Arts et Métiers
Direction des Affaires Immobilières
151 BOULEVARD DE L'HOPITAL
75013 PARIS**

ARTICLE 1 – PRESENTATION GENERALE	3
1- Objet du marché	3
2- Normes et réglementations applicables au marché.....	4
3- Responsabilité du prestataire	5
4- Contenu des prix du BPU	5
5- Dispositions générales et conditions d'intervention.....	6
a. Horaires.....	6
b. Interventions urgentes	7
c. Interventions standards suite devis.....	7
d. Visites et réunions	7
e. Hygiène, sécurité, protections et déchets	8
f. Personnel	8
g. Locaux et installation.....	9
ARTICLE 2 – DESCRIPTIF DES PRESTATIONS	10
1- Interventions courantes	10
2- Détails sur article du BPU	11
3- Prix horaire de main d'œuvre – Article 7 du BPU.....	11
4- Coefficient de vente – prestation hors bordereau – Article 9 du BPU.....	11
5- Offres promotionnelles	12

ARTICLE 1 – PRESENTATION GENERALE

1- Objet du marché

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du marché DG26-15 concerne la réalisation de travaux d'agencement (Cloisons légères et plaques de plâtre, plafonds suspendus, menuiseries bois et blocs-portes), sur le Campus ENSAM de Châlons-en-Champagne.

L'Entrepreneur par le fait même de soumissionner est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier. Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaire, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

Le suivi administratif du marché sera réalisé par achats@ensam.eu

Le suivi comptable du marché sera réalisé par sfact-fournisseurs@ensam.eu

Le suivi technique du marché sera réalisé par : Laurent.Thunin@ensam.eu ; sullivan.clara_amos@ensam.eu

Présentation de l'établissement ENSAM

L'École Nationale Supérieure des Arts et Métiers est un établissement public scientifique, culturel et professionnel composé de huit campus et trois instituts répartis sur le territoire. Ses missions sont celles d'un établissement public d'enseignement supérieur : formation, recherche et valorisation. Elle est composée de 8 campus : Aix-en-Provence, Angers, Bordeaux, Châlons-en-Champagne, Cluny, Lille, Metz et Paris.



Présentation du campus de Châlons-en-Champagne

Adresse :

Campus de Châlons-en-Champagne
Rue Saint Dominique
CS 70508
51006 Châlons-en-Champagne
Tel : 03 26 69 26 89



Le campus de Châlons-en-Champagne compte sept bâtiments existants, comprenant six bâtiments pédagogiques de 3^{ème} et de 5^{ème} catégorie et une résidence universitaire occupée en continu par les étudiants.

Ces bâtiments présentent une hétérogénéité d'état et d'ancienneté. Certains bâtiments datent de 1998 et sont relativement récents et d'autres sont plus anciens et vétustes nécessitant une attention renforcée.

La résidence universitaire « Bât C » est sollicitée en permanence et demande le plus d'interventions du fait de son occupation continue, de la vétusté des équipements et de l'exposition à des incidents fréquents.

Les interventions viseront à garantir le bon fonctionnement, la sécurité et la durabilité des installations concernés.

2- Normes et réglementations applicables au marché

Les travaux seront exécutés selon les règles de l'Art de la construction, conformément aux spécifications et prescriptions techniques générales publiées par le REEF, établies par le CSTB dont la plupart ont été constituées en D.T.U., suivant leur dernière publication à la date de remise des offres. Ces documents indiquent de façon précise :

- Les prescriptions relatives aux qualités des matériaux
- Les conditions de mise en œuvre des matériaux et les modalités d'exécution des ouvrages, impérativement applicables aux travaux du présent dossier, sans qu'il soit nécessaire de le préciser à nouveau dans le C.C.T.P.

Sont également applicables aux travaux :

- Toutes les réglementations en vigueur
- Les différentes normes de l'AFNOR
- Le règlement n° 305/2011 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 9 mars 2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil,
- Les EURO-Normes, eurocodes et d'une manière générale tous les documents techniques et prescriptions diverses valables à la date de remise des offres.
- Les règlements de sécurité incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP), conformément à l'arrêté du 25 juin 1980, modifié par l'arrêté du 16 juillet 2007, ainsi que les règlements spécifiques aux types d'établissements, tels que les IGH (Immeubles de Grande Hauteur).
- Le Code du travail et les textes législatifs applicables.
- Les réglementations en vigueur pour permettre l'accessibilité aux personnes handicapées
- Les recommandations des constructeurs et fournisseurs.

Normes et DTU pour agencement / menuiserie :

- DTU 25.2 : Plafonds
- DTU 36.2 : Menuiserie bois et bloc-portes intérieures
- DTU 58.1 : Faux plafonds
- DTU 59.1 : Cloisons légères et modulaires
- DTU 25.41 Ouvrages en plaques de plâtre

- NF EN 1634-1 : Résistance au feu des blocs-portes CF et PF
- NF EN 12209 : Serrures et ferrures
- Normes ISO / NF : Matériaux et performances au feu
- Les cahiers et les avis techniques du CSTB

NOTA :

Cette liste est non exhaustive.

Il appartient aux candidats d'alerter le pouvoir adjudicateur sur les prestations réglementaires qui auraient été omises dans le présent CCTP.

3- Responsabilité du prestataire

Le titulaire demeure seul responsable des erreurs qui peuvent se produire soit de son fait, soit par manque de vérification des divers documents. Avant toute commande, le titulaire est tenu de s'informer auprès du MOA des contraintes du site pour la réalisation de sa prestation.

Lors des interventions sur site, le titulaire doit se conformer aux contraintes et aux prescriptions édictées, d'une part par le responsable du site, et d'autre part en cas de site en travaux, par les intervenants en charge desdits travaux (Maître d'œuvre, Assistant à Maître d'Ouvrage, bureaux d'études, coordonnateurs SPS, bureaux de contrôle, ...). Les prestataires ayant suppléé, de par leurs connaissances techniques aux erreurs ou inexactitudes, aucune réclamation après notification des accords-cadres ne saurait remettre en cause les prix arrêtés.

Dans le même esprit, les divergences d'interprétation que pourraient soulever éventuellement certaines dispositions concernant le bordereau des prix unitaires ou le C.C.T.P. seront réglées par référence aux règles de l'art, aux dispositions des documents techniques de référence et conformément aux décisions du Maître d'Ouvrage.

4- Contenu des prix du BPU

Les prix des prestations figurant au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) comprennent la fourniture de tout le matériel et de tous les matériaux ainsi que la main d'œuvre et l'outillage nécessaires à leur exécution, ainsi que toute manutention et diverses sujétions. Les mesures de surface, volume et masse seront effectuées lors de la visite permettant l'établissement du devis en présence d'un représentant du Service Patrimoine / Maintenance.

Les codes des prix unitaires du BPU utilisés seront systématiquement rappelés sur les devis.

Dans le cas, où du matériel ne correspondrait pas à une référence du BPU, la fourniture de pièces « hors BPU » peut être proposée par le titulaire, avec application du coefficient indiqué au BPU (Art 9). Dans ce cas, le titulaire devra fournir un justificatif de prix de son fournisseur à l'ENSAM lors de l'établissement du devis.

Qualité des produits ou matériaux utilisés

Dans le cadre des futurs devis, le titulaire indique au service prescripteur la provenance des matériaux, produits ou matériels qui satisfont aux conditions fixées par le marché et notamment par les bordereaux de prix unitaires. Les commandes seront passées après accord du MOA.

Le CCTP autorise les bois d'origine tropicale sous réserve que leur origine et l'ensemble de la filière d'exploitation et de commercialisation aient fait l'objet d'un contrôle exercé par un organisme certificateur indépendant sanctionné par un document d'éco-certification, reconnu internationalement (PEFC par ex).

Lors de l'introduction dans un bâtiment existant d'éléments en bois ou matériaux dérivés participant à la solidité de la structure, les obligations réglementaires relatives à la protection contre les risques xylophages et les termites devront être mises en oeuvre (article R112-2 et suivants du code de la construction). Le cas échéant, les traitements hydrofuges, insecticides et fongicides sont réalisés à l'aide de produits compatibles avec la protection de l'environnement et la protection des travailleurs. Une certification CTB P+ des produits adaptés à la classe de risque est exigée. L'utilisation des sels CCA est proscrite. Lorsque les ouvrages sont prévus imprimés, le produit utilisé doit être conforme à la norme NF Environnement.

Essais et contrôle

Sont réputés être inclus dans tous les PU du BPU, sans surcoût pour chaque intervention, des contrôles qui seront effectués pour vérifier la qualité des travaux réalisés :

- Vérification du bon fonctionnement des équipements
- Vérification de la fixation et de l'alignement des blocs-portes et cloisons
- Contrôle de conformité ERP et performances au feu (CF/PF)
- Vérification du bon fonctionnement des accessoires et ferrures

Documents des ouvrages exécutés

Sont réputés être inclus dans tous les PU du BPU, sans surcoût pour chaque intervention, la transmission par le titulaire des documents des ouvrages exécutés lorsque l'intervention le nécessite :

- Une notice/fiche technique pour les équipements remplacés ou installés
- Les PV de réaction et de résistance au feu des matériaux utilisés et matériels installés
- Un plan / schéma de modification des cloisons et des blocs-portes si des travaux ont modifié la configuration des installations
- Tous les documents nécessaires à l'exploitation et à la maintenance

5- Dispositions générales et conditions d'intervention

a. Horaires

Les horaires d'intervention seront ceux d'ouverture du campus concerné et en accord avec la MOA.

b. Interventions urgentes

Le titulaire, après appel téléphonique (confirmé par mail) du service de maintenance du campus, devra intervenir dans un délai maximal de 12h, pour constatation et réalisation des travaux palliatifs d'urgence.

c. Interventions standards suite devis

A la suite d'une demande du service maintenance du campus, un devis devra être fourni par le titulaire en s'appuyant sur les prix indiqués au Bordereau de Prix Unitaire (BPU) dans un délai maximal de 7 jours.

L'intervention pour la réalisation des travaux sera planifiée en concertation entre le MOA et la société : date de démarrage, délai, planning des différentes tâches.

d. Visites et réunions

Les personnels du titulaire ont accès aux locaux des établissements de l'ENSAM sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur. Ils devront être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché.

Connaissance préalable des sites à visiter

Le titulaire consultera et vérifiera les documents mis à sa disposition par le service émetteur du bon de commande.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur le site ou faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconque, pour ne pas effectuer tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement total de sa mission dans le cadre défini par le présent C.C.T.P. Il demeurera seul responsable des erreurs qui pourront se produire soit de son fait, soit par manque de vérification des divers documents.

Cette prestation est réputée incluse dans le prix du prestataire quel que soit la commande.

Réunion de démarrage

Dans le premier mois suivant la notification du marché, une réunion préparatoire sera organisée entre le personnel ENSAM en charge du suivi et le prestataire pour déterminer l'ensemble des actions à mettre en œuvre durant la période du marché (protocole d'entrée sur site et d'intervention, coordonnées des intervenants et référents, plan de prévention – accès et mesures de sécurité ERP, plan détaillé des zones sensibles labos et ateliers, bons d'interventions). Un compte-rendu sera établi pour indiquer les décisions, actions et responsabilité.

Visite préalable pour établissement d'un devis

Si un service utilisateur demande par écrit au prestataire de lui présenter un devis pour chiffrer le montant de sa mission, le titulaire visitera le site concerné pour établir au plus juste son chiffrage s'il le juge nécessaire.

Cette prestation de visite pour établir un devis est incluse et n'amène pas de rémunération complémentaire.

e. Hygiène, sécurité, protections et déchets

Le prestataire ainsi que les sous-traitants éventuels s'engagent à faire respecter les règles de sécurité et d'hygiène de travail et à fournir à leur personnel l'outillage de sécurité et le matériel de protection rendus nécessaires par la nature des prestations à exécuter. Il est fait application des règles définies par le décret n° 94 / 1159 du 26 décembre 1994 (J.O. du 29/12/94), concernant la coordination en matière d'hygiène et de sécurité sur les chantiers. Un plan de prévention annuel sera établi avant toute intervention.

L'entrepreneur titulaire devra prendre toutes dispositions pour protéger les accès et baliser le chantier afin de ne pas engendrer de risques pour les usagers.

Pendant les travaux, toutes précautions seront prises afin de ne porter atteinte en aucune manière aux existants, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des locaux, ainsi qu'aux sols des cours, aux arbres et autres végétations. A cet effet, l'entrepreneur devra mettre en œuvre toutes protections nécessaires en accord avec le MOA.

L'entrepreneur est également tenu de maintenir en état constant de propreté son chantier et ses abords, notamment ceux des zones de stockage des déchets et gravas. Dans le cas où l'entrepreneur ne respecterait pas cette consigne, la MOA fera exécuter le nettoyage des abords au frais de celui-ci.

L'entreprise titulaire doit stocker ses fournitures à l'abri des intempéries, des chocs et des salissures pouvant survenir du fait de l'activité du chantier.

Les stockages sur les planchers des étages doivent être compatibles avec les surcharges admissibles.

Les aires de stockage ne devront pas entraver les circulations et les zones d'intervention.

L'entrepreneur est responsable de l'évacuation des déchets qui résultent de son activité : il devra rassembler, trier et enlever aux décharges publiques les gravois de son entreprise en respectant les réglementations en vigueur.

f. Personnel

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne le responsable technique qualifié pour suivre ce marché et signer en cours d'exécution de cet accord-cadre, les rapports. Le changement de responsable technique qualifié devra être impérativement et immédiatement notifié au MOA.

Pour l'exécution des missions qui lui sont confiés, le titulaire affecte autant que de besoin le personnel nécessaire à la réalisation des prestations.

L'entreprise titulaire dote son personnel d'un vêtement de travail. Tout personnel intervenant sur le site doit porter en permanence l'insigne spécifique de l'entreprise.

L'entreprise titulaire s'engage à garder strictement confidentielles toutes les informations portées à sa connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'engage à faire respecter une telle obligation à son personnel et à ses sous-traitants.

L'entreprise titulaire s'engage à faire respecter par son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propres à chacun des sites.

En cas de non-respect des obligations ci-dessus le service prescripteur est en droit, à tout moment, de demander le remplacement de telle personne, ou de lui refuser l'accès des lieux, en tout ou partie.

g. Locaux et installation

Le MOA s'engage à laisser au titulaire libre accès aux installations qu'il doit visiter.

Le MOA s'engage à faciliter, dans la limite où l'exploitation de l'établissement peut le supporter, les coupures qui s'avèrent nécessaires.

S'agissant d'interventions dans les éventuelles Zones à Régime Restrictif (sûreté de fonctionnement) existantes sur les sites, une déclaration préalable doit être effectuée auprès du responsable de site.

ARTICLE 2 – DESCRIPTIF DES PRESTATIONS

1- Interventions courantes

La liste de prestations présente ci-après n'est pas exhaustive mais présente les interventions qui seront le plus fréquemment à réaliser.

Faux plafonds

- Caractéristiques : acoustique, anti-humidité, coupe-feu, et autres spécifications du BPU

Les plafonds intérieurs devront être de type agréé à leur destination et leurs matériaux et seront adaptés à l'hygrométrie des locaux où ils sont destinés.

Y compris la fourniture de tous les accessoires de fixation et dispositifs de suspension : tiges filetées ou suspentes en acier auto protégées, ossatures, porteurs, entretoises et cornières de rives en finition prélaqués... ainsi que les percements nécessaires en matériaux de toute nature et fixation en plancher haut dans trous chevillés ou tous moyens adaptés selon mode opératoire du fabricant.

Les dispositifs de fixations et de suspension seront mis en œuvre conformément aux normes et D.T.U. en vigueur lors de l'exécution des travaux, et de caractéristiques appropriées en fonction des supports bois, béton plein, corps creux, métal, planchers, hourdis, plâtre, plâtre armé, lattis.

D'une manière générale et sauf indication contraire du MOA, les éléments constitutifs des plafonds suspendus ainsi que les matériaux d'isolation placés dans les plénums seront au moins de catégorie M1.

Cloisons en plaques de plâtre

- Caractéristiques : acoustique, anti-humidité, coupe-feu, et autres spécifications du BPU

Le titulaire réalise ses ouvrages conformément aux textes réglementaires en vigueur avec toutes les sujétions s'y afférant, notamment :

- Jonction au sol, parois, plafonds, huisseries
- Semelle résiliente
- Protection en pied contre l'humidité
- Traitement des joints de cloisons ou doublages selon les divers procédés (plâtre, plaques de plâtre cartonnée, briques, etc...)
- Calfeutrement pour respect des exigences coupe-feu, acoustiques, phoniques et thermiques

Les angles saillants sont renforcés par un profilé adapté au type d'ouvrage. Lorsque les ouvrages ne sont pas arrêtés en percussion contre un autre parement, une fourrure, un pré-cadre, un poteau, etc... le titulaire habille la tranche par un retour en plaque de plâtre cartonnée compris coupe, collage ou vissage, tablettage, dressement soigné des arêtes avec renforcement par profilé métallique dito.

Dans les locaux humides et temporairement humides, protection des bas de doublages, habillages et cloisons à base de plaques de plâtre cartonnée par un feutre bitumé ou un polyane de 100 microns, de largeur suffisante pour dépasser, après relevé le niveau du sol fini d'au moins 2 cm

Les tolérances d'exécution à respecter sont définies dans les DTU :

- Verticalité : 5 mm sous la règle des 2 mètres
- Droit des joints : 1 mm sous la règle de 0,20 mètre
- Implantation : 5mm
- Dimensions : 5mm

L'état des surfaces apparentes doit être tel qu'il permette l'application des revêtements de finition sans autres travaux préparatoires que ceux normalement admis pour le type de finition considéré.

Les dépassements éventuels des tolérances ci-dessus, font l'objet de réfections immédiates par le titulaire.

Blocs portes intérieures bois

- CF (Coupe-Feu) : CF 1h / CF ½h / accessoires certifiés
- PF (Pare-Flamme) : PF 1h / PF ½h / accessoires compatibles
- Standard : Portes et vantaux standard avec accessoires

Menuiseries bois

- Fourniture et pose incluant les éléments suivants : Plinthes, habillages des contours de fenêtres, rebords de fenêtres, ponçage de mobilier bois et petits bois de fenêtres

2- Détails sur article du BPU

Tous les prix mentionnés dans le BPU comprennent la fourniture, la main-d'œuvre, les frais généraux, le matériel et le déplacement.

3- Prix horaire de main d'œuvre – Article 7 du BPU

Ces prix sont utilisés uniquement pour rémunérer des prestations hors bordereaux non prévues aux prix unitaires du bordereau, à la stricte condition que ces prestations entrent dans le champ d'application du marché. Le recours à ces prix unitaires n'est pas autorisé pour indemniser l'entrepreneur de sujétions d'intervention résultant de difficultés d'accès de toutes natures, les prix unitaires du BPU étant réputés les inclure.

En aucun cas, le titulaire ne pourra prétendre à la rémunération du temps passé pour l'exécution des prestations au bordereau de prix, qui est réputé inclus dans chaque prix unitaire.

De même, le titulaire ne pourra prétendre à la rémunération du temps passé aux relevés sur site nécessaires à l'établissement d'un devis ou à la préparation d'une prestation.

4- Coefficient de vente – prestation hors bordereau – Article 9 du BPU

Ce coefficient de vente est applicable uniquement aux prix des fournitures hors bordereau.

Le prestataire appliquera sur les factures justificatives, hors TVA et après déduction des remises consenties par le fournisseur, le coefficient prévu au bordereau des prix unitaires.

5- Offres promotionnelles

Dans le cadre d'opérations promotionnelles, le Titulaire peut proposer des prix ou remises spécifiques sur certains produits. Il doit informer le campus au moins 7 jours ouvrés avant le début de l'opération en précisant les produits concernés, le prix ou taux de remise, la période de validité et la variation par rapport aux prix habituels.

Ces prix ou remises s'appliquent aux commandes passées pendant la période promotionnelle si le montant de la commande est inférieur à ce qu'il aurait été avec les prix habituels pour la même quantité. Pendant la promotion, ces conditions remplacent les précédentes. A l'issue de la période promotionnelle, les prix habituels redeviennent applicables automatiquement.